

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**PLAN SECTORIEL
CONCERNANT LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL**

Approuvé par le Conseil du Gouvernement
le 23 février 1973

PLAN SECTORIEL CONCERNANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT NATUREL

Ministère pilote: Ministère de l'Intérieur

(Voir relevé des programmes sectoriels nationaux, plan n° 28, annexe A)

I. Introduction: Objectifs	5
II. Les diverses catégories de milieux naturels à protéger:	
a) Parcs naturels	5
b) Paysages protégés	5
c) Réserves naturelles	5
d) Sites et monuments naturels	6
III. Zones concrètes à protéger (à titre indicatif):	
a) Parcs naturels:	
1. le parc naturel germano-luxembourgeois	6
2. le parc naturel belgo-luxembourgeois (envisagé)	6
b) Protection de paysages:	
1. les vallées de l'Eisch et de la Mamer	7
2. les autres paysages à protéger (les zones non aedificandi)	7
c) Réserves naturelles:	
Protection de la faune et de la flore	7
d) Sites et monuments naturels	7
Cartes des différentes zones à protéger:	
Parcs naturels et zones à vocation récréative (carte I)	8
Paysages à protéger (carte II)	9
Réserves forestières et surfaces forestières d'un intérêt général (carte III)	10
Zones humides (carte IV)	12
Pelouses sèches (carte V)	14
Réserves diverses (carte VI)	16
Sites et monuments naturels (carte VII)	18
IV. Programme de protection et de développement	
a) Politique de protection et de conservation	21
b) Politique de développement	21
V. Moyens nécessaires à la réalisation du présent plan sectoriel	
a) L'assise juridique	22
b) Les moyens administratifs	22
c) Les moyens financiers	22
VI. Conclusions	23

I. - Introduction: Objectifs

Les progrès actuels de la science et de la technologie dans les domaines de l'industrie, des transports, de l'agriculture et des services sociaux destinés à la population sont intimement liés à l'exploitation sur une échelle gigantesque des ressources naturelles: matières premières, énergie et espace. Il s'en est suivi une modification radicale de la face même des régions à grand essor industriel ainsi qu'une perturbation profonde et irréversible du milieu naturel. D'autre part, l'homme a tellement modifié son habitat qu'il se l'a rendu hostile dans nombre de cas. Le désir de la grande masse de nos contemporains de se rendre dans des endroits ayant encore conservé leur fraîcheur naturelle en est une conséquence logique. L'homme, interposé entre le monde naturel et une technologie galopante, a un besoin biologique et écologique de milieux naturels d'une grande diversité et d'une vaste étendue. Il en a besoin pour sa santé et pour son bien-être physique et mental, afin de contrebalancer la tension de la vie urbaine et des antagonismes sociaux. Si donc, à l'avenir, nous ne voulons pas compromettre notre existence même et celle des générations futures, il faut que nous prêtions une attention accrue à ces questions vitales. L'homme de demain disposera davantage de loisirs et il cherchera de préférence dans la nature le repos, le délassément dans sa vie harrassante de tous les jours. Il deviendra en conséquence plus exigeant en ce qui concerne la conservation et la protection des richesses naturelles dont il veut, à juste titre, bénéficier dans son propre intérêt.

Ainsi le vrai problème de notre société se trouve, plus que jamais, étroitement lié aux problèmes de la conservation et de la sauvegarde de notre milieu naturel. Il ne s'agit pas seulement de conserver les richesses de la nature et la diversité du paysage, mais aussi de ménager à l'homme des zones de calme et de détente et de veiller à ne pas laisser s'altérer, au-delà d'une limite tolérable, la qualité de l'atmosphère, la pureté des eaux, le potentiel agricole des terres et la capacité d'accueil de l'espace rural et forestier.

Le présent plan sectoriel a pour but:

- 1) de protéger et de conserver les paysages et écosystèmes de certaines régions du pays ainsi que d'assurer une protection particulière de la faune et de la flore;
- 2) de favoriser et d'encourager le développement ordonné d'une partie de ces régions en zones de détente et de loisirs (premier pas accompli par le plan Friedrichs).

Les problèmes essentiels que posent la protection de la nature et la sauvegarde des paysages en rapport avec les activités de loisirs peuvent être résumés comme suit:

- Afin d'assurer à la population une source de récréation efficace, il importe de sauvegarder le capital-nature et d'en faciliter l'accès.
Cet accès doit être aménagé de façon à ne pas donner lieu lui-même à la dégradation de la nature et des paysages.
- Il importe d'endiguer et de canaliser certaines formes particulières de «retour à la nature», tels que le camping et la résidence secondaire. Abandonnées à elles-mêmes, ces manifestations d'amour de la nature, dans l'ampleur massive qu'elles prennent aujourd'hui, pourraient, en effet, avoir des effets désastreux.
- Il importe d'intégrer aux plans d'aménagement du territoire et aux projets d'urbanisation des considérations de conservation des ressources naturelles, d'aménagement de l'environnement et de sauvegarde des paysages dans le but de garantir à longue échéance à la population dans une large mesure le maintien du cadre naturel dont elle bénéficie actuellement. En effet, la planification de l'aménagement du territoire consiste dans l'établissement de la meilleure utilisation possible de l'espace c'est-à-dire du milieu dans lequel l'homme vit, en tenant en même temps compte des conditions biologiques et de celles de caractère socio-économique.

II. - Les diverses catégories de milieux naturels à protéger

Nous nous proposons de classer les territoires et éléments naturels en:

- a) parcs naturels
- b) paysages protégés
- c) réserves naturelles
- d) sites et monuments naturels.

Avant de déterminer concrètement ces divers milieux naturels il convient d'en donner la définition.

a) Parcs naturels.

Le parc naturel est une région ou partie de région soumise à des prescriptions ayant pour but de sauvegarder le caractère, la beauté et la diversité du paysage, des valeurs culturelles et scientifiques, la flore et la faune, la pureté de l'air et des eaux et d'y favoriser le recueillement ou le délassément et le tourisme.

b) Paysages protégés.

Un paysage protégé est une partie de région bien délimitée soumise à une réglementation spéciale ayant pour

but la sauvegarde des ressources naturelles ou l'aspect caractéristique d'un paysage ou la fonction récréative d'une certaine région dans l'intérêt général.

C'est donc fondamentalement pour opposer, au moins localement, dans une région repérée comme particulièrement belle et riche en ressources naturelles, une barrière aux actions désordonnées du développement de l'industrie et du tourisme. La sauvegarde du paysage est un engagement moral pour tout individu et pour la société. Le progrès technique, en effet, n'y trouve sa justification que si les avantages qu'il présente l'emportent de loin sur toutes les dégradations qu'il entraîne et si ces dégradations peuvent être acceptées sans danger pour les nécessités vitales ou si elles peuvent être immédiatement éliminées.

c) Réserves naturelles.

Sont «réserves naturelles» tous les territoires soustraits à la libre intervention de l'homme et placés sous le contrôle des pouvoirs publics en vue de leur conservation ou de leur protection, par opposition aux territoires librement exploités par l'homme.

Parmi les réserves naturelles on distingue:

- La réserve naturelle **intégrale** qui constitue une aire protégée créée dans le but d'y laisser les phénomènes naturels évoluer selon leurs lois.
- La réserve naturelle **dirigée** qui constitue une aire protégée qu'une gestion appropriée tend à maintenir dans son état. Cette gestion peut comporter des interventions ayant pour but de conserver, de contrôler ou de réintroduire des espèces animales ou végétales, de maintenir certaines facies du tapis végétal, de restaurer les milieux altérés (ex.: pelouses sèches, zones humides, forêts ...).

D'autre part il convient de distinguer:

- La réserve naturelle **agréée** qui est une aire protégée, gérée par toute personne morale d'ordre public ou privé autre que l'Etat et reconnue par le ministre sur avis du conseil supérieur de la conservation de la nature.
- La réserve naturelle **domaniale** qui est une aire protégée, érigée sur des terrains appartenant à l'Etat, pris en location par lui ou mis à sa disposition à cette fin.

d) Sites et monuments naturels.

Ce sont des éléments isolés du milieu naturel ou du paysage qui doivent être conservés pour leur rareté, leur beauté ou leur valeur scientifique ou culturelle.

III. - Zones concrètes à protéger (à titre indicatif!)

a) Parcs naturels:

(voir carte I: Parcs naturels et zones à vocation récréative)

Il s'agit notamment:

- 1) du parc naturel germano-luxembourgeois
- 2) du parc naturel belgo-luxembourgeois (envisagé).

1) Le parc naturel germano-luxembourgeois.

Le 17 avril 1964 un traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le «Land Rheinland-Pfalz» a été conclu en vue de la création d'un parc naturel commun. Ce parc naturel s'étend sur 789,31 km² dont 357,47 km² sur le territoire grand-ducal. Il compte une grande variété de paysages et notamment des parties très pittoresques de l'Ardenne schisteuse et de la région forestière et rocheuse du grès de Luxembourg. Le traité prévoit que «les pays contractants veilleront à ce que les régions de leur territoire faisant partie du parc naturel conservent leur caractère de paysage privilégié et que leur aptitude comme zones de récréation pour de larges parties de la population soit développée». Il leur fait également obligation de préserver «les paysages d'une beauté exceptionnelle et d'une certaine particularité» et de ne pas diminuer la superficie totale des forêts. La création de ce parc naturel a stimulé l'étroite coopération de deux régions voisines au-delà de la frontière nationale. Cependant, en dehors de la déclaration d'intention solennelle contenue dans le traité, aucune disposition de protection particulière à la région constituant le parc n'a été prise dans le Grand-Duché et pourtant on s'est bien rendu compte de la nécessité de maintenir l'attrait initial de ce paysage. Ainsi le «Landschaftsplan» du paysagiste Friedrichs doit être pris en considération pour l'aménagement de cette région. Il serait indiqué de commencer la mise en pratique de ce plan par la réalisation de certains aménagements isolés dans 2 ou 3 localités, tels que plantation et création de nappes d'eau. D'autre part, on pourrait procéder à des retenues d'eau notamment à **Weiswampach**, **Echternach** et autres, servant à la fois la conservation de la faune et de la flore et pouvant être aménagées en centres de distractions.

Le parc germano-luxembourgeois se distingue par une flore exceptionnelle. Des peuplements feuillus qui n'ont subi que peu d'interventions de l'homme, couvrent une grande partie de la région. Ils offrent de nombreux sujets de recherche scientifique. Quant aux réserves protégées, elles comprennent des forêts, des zones humides ainsi que des éléments d'une flore subméditerranéenne qui méritent notre attention. Riche en gibier, le parc naturel offre encore un habitat à certains rapaces rares, tel que

le faucon pèlerin et le milan royal. Les découvertes de l'âge néolithique, des sanctuaires des Celtes, des tombeaux et des villes romaines témoignent d'une grande importance de la région dans tous les temps. L'aménagement en zone de récréation de cette région à faible densité de population, dans l'intérêt des régions voisines industrialisées souligne l'intérêt européen de ce parc.

2) Le parc naturel belgo-luxembourgeois (envisagé).

Dans une lettre adressée à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, Monsieur le Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur a exprimé la volonté de créer un parc belgo-luxembourgeois fondé sur la coopération des deux pays frontaliers.

En effet, une seconde région se prêtant sans grande difficulté à la création d'un parc naturel est la région d'Esch-sur-Sûre. Ce parc serait délimité au nord et à l'est par le tracé de la R.N. 15 à partir de la frontière belgo-luxembourgeoise jusqu'au carrefour Heiderscheidgrund-Eschdorf-Heiderscheid; au sud à partir de ce carrefour par le tracé de la R.N. 12 jusqu'au lieu dit «Hierheck», ensuite par le tracé du C.R. 308, de la R.N. 23, du C.R. 303 et de la R.N. 22 jusqu'à la frontière belgo-luxembourgeoise près d'Oberpallen; à l'ouest par la frontière entre la Belgique et le Grand-Duché de la L.b. 226 au nord à la L.b. 118 au sud. La superficie totale se situerait aux environs de 20.000 ha dont 8.600 ha de superficie boisée (forêts privées, communales et domaniales). Le parc s'étendrait sur 13 communes dans les cantons de Wiltz et de Redange.

Des réserves naturelles sont prévues près d'Esch-sur-Sûre au lieu dit «Kulescht», près de Mecher au lieu dit «Eltersbierg», près de Neunhausen au lieu dit «Gaescléd», près d'Arzdorf au lieu dit «Auf der Oihwelt». Des réserves aquatiques pour protéger la sauvagine, le poisson et la loutre seraient à prévoir notamment à l'embouchure du Neunhausenerbach, dans la retenue du barrage près du lieu dit «Grondmillen» et au lieu dit «Hellekessel».

D'autre part, le lac du barrage de la Haute-Sûre et ses rives constituent une aire de loisir. Destinée essentiellement à l'approvisionnement du pays en eau potable, le lac est protégé par des dispositions rigoureuses. Une zone de protection sanitaire est établie autour du barrage d'Esch-sur-Sûre par la loi du 27 mai 1961. Cette zone de protection qui s'étend sur 44,11 km² comprend deux parties:

- la zone I d'une superficie totale de 978 ha. La surface boisée y atteint 55 % de la superficie totale soit 540 ha; la surface agraire est de 323 ha (33 %) et le plan d'eau comprend 105 ha (12 %).

— la zone II a une superficie de 3.433 ha. La surface boisée y est de 1.682 ha (49 %), la surface agraire comporte 1.476 ha (43 %) et le plan d'eau 275 ha (8 %). Dans la zone de protection II, la pratique des sports aquatiques est autorisée, l'usage des engins motorisés étant toutefois exclu. La pratique de la natation, du canotage et de la navigation à voile ne constituent aucun danger pour la pureté de l'eau. Le camping et la construction sur les abords doivent y être interdits dans le but de garantir le maintien de la pureté des eaux et avec le résultat accessoire de préserver le paysage.

b) Protection de paysages.

1. Les vallées de l'Eisch et de la Mamer.

(voir carte I: Parcs naturels et zones à vocation récréative)

Ces deux vallées proches de la ville de Luxembourg et du bassin minier méritent d'être protégées pour la beauté de leur paysage en même temps que d'être aménagées en zones de récréation avec «sentiers de découverte de la nature, fitness-parcours» et places de repos. Il s'agit donc essentiellement ici de combiner judicieusement les activités de protection et de loisirs. Il y va de même de la forêt communale de la Ville de Luxembourg dite «Baumbusch».

2. Les autres paysages à protéger (les zones non aedificandi).

(voir carte II: Paysages à protéger)

La sauvegarde du paysage doit être insérée dans un plan général d'aménagement tenant compte des données réelles et établissant le cas échéant des plans à caractère négatif, c'est-à-dire déclarant «tabous» des parties du paysage qui sont indispensables aux loisirs, à l'approvisionnement en eau, à la régulation du climat et à la lutte contre l'érosion. Dans ces paysages (de loisirs), la sauvegarde doit commencer par l'élimination de tous les enlaidissements, la prise de mesures nécessaires à la protection et à la défense, ainsi que la poursuite de ce but: empêcher à l'avenir tous les enlaidissements. C'est pourquoi

nous avons jugé nécessaire de prévoir la création de zones non aedificandi dans des sites et paysages où toute construction devra être interdite (y compris la construction de routes). Il s'agit des terrains situés en dehors des agglomérations ou bien à une distance inférieure à cent mètres d'un massif boisé d'une superficie d'au moins dix hectares ou situés au bord d'un cours d'eau. D'autre part, seront compris dans les zones non aedificandi les réserves naturelles, les sites classés ou proposés à être classés, les terrains situés proches d'une réserve, d'un site ou d'un monument historique ou naturel classé ou proposé à être classé, ainsi que les fonds de vallées.

c) Réserves naturelles:

protection de la faune et de la flore.

Selon la nature de la réserve on distinguera:

1. les réserves forestières (voir carte III)
2. les zones humides (voir carte IV)
3. les pelouses sèches (voir carte V)
4. les réserves diverses (voir carte VI)

d) Sites et monuments naturels

(voir carte VII: Sites et monuments naturels)

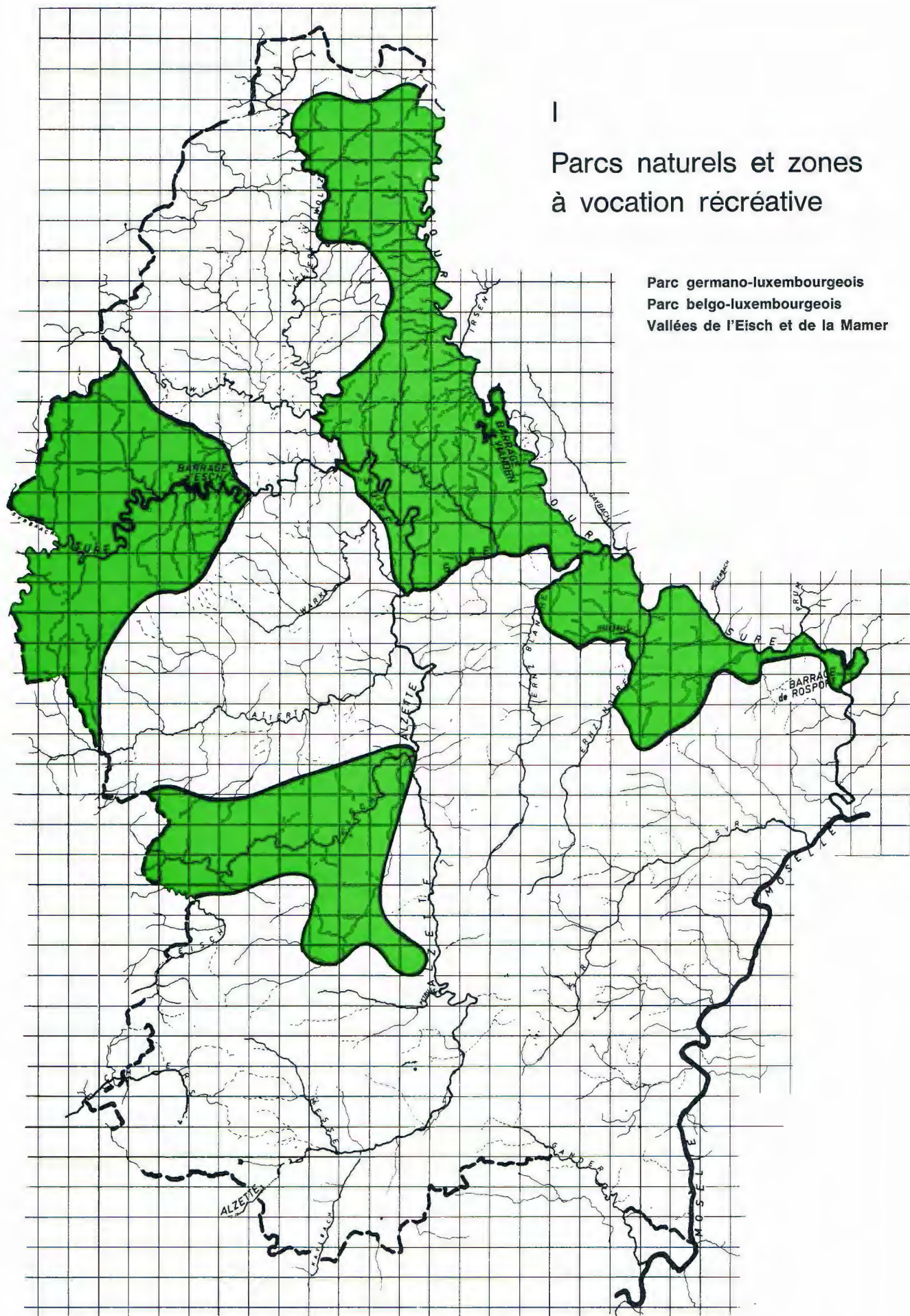
Ces monuments constituent à la fois des témoignages et des documents, des objets d'études, des éléments particulièrement attrayants de l'environnement de chacun et des points d'attraction touristique. Quels sont ces monuments et sites que nous proposons de protéger?

Chacune de ces différentes zones dignes de protection, offre une série unique de stimulants qui sont parmi les vraies valeurs de la vie: protection d'espèces animales et végétales, sites pittoresques fondés sur des particularités géologiques, objectifs éducatifs ou récréatifs . . . C'est à nous de les garder ainsi en aiguillant leur emploi vers des objectifs correspondant à leurs promesses et en tentant de réaliser le but du présent plan.

I

Parcs naturels et zones à vocation récréative

Parc germano-luxembourgeois
Parc belgo-luxembourgeois
Vallées de l'Eisch et de la Mamer

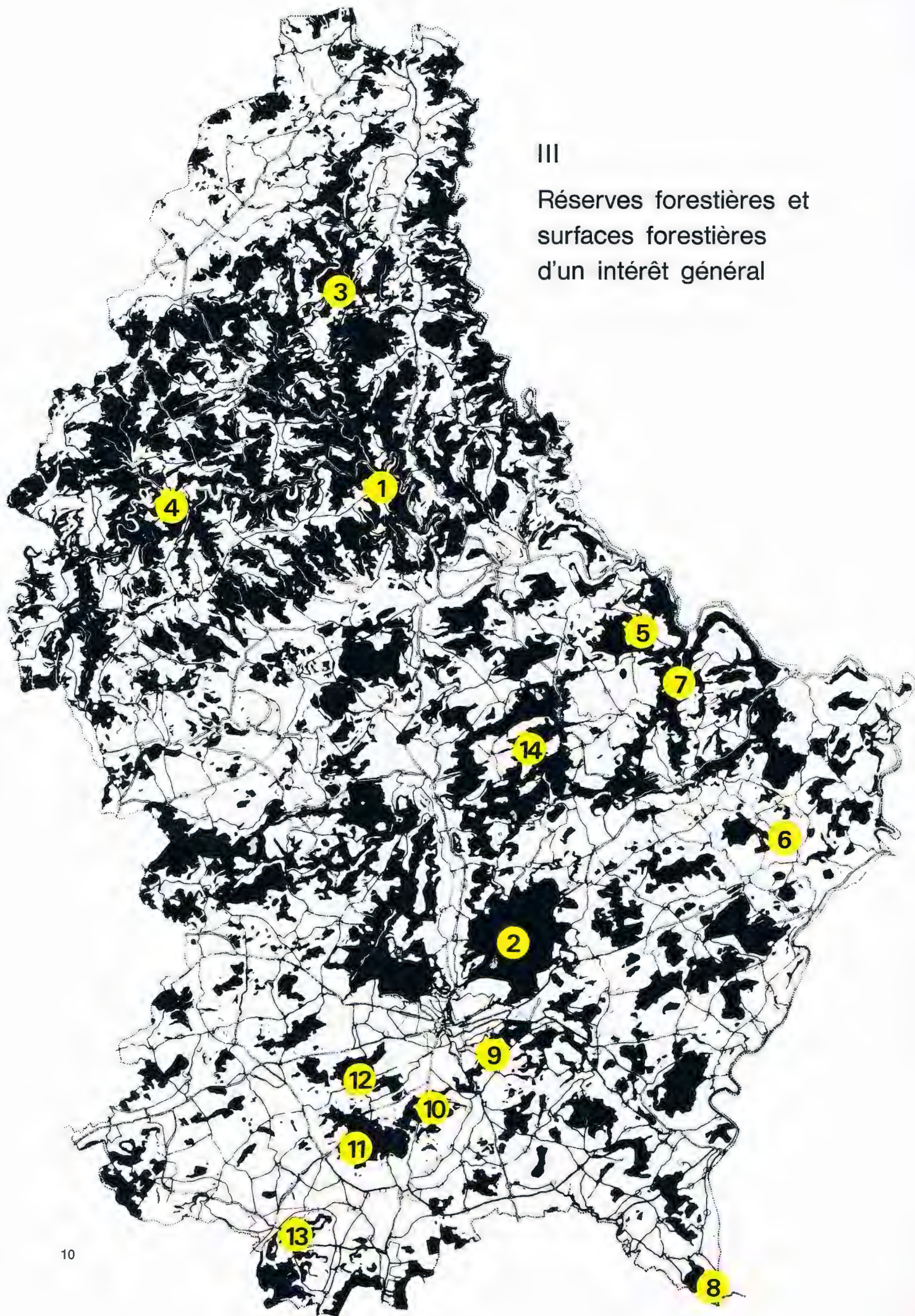


Paysages à protéger



III

Réserves forestières et
surfaces forestières
d'un intérêt général



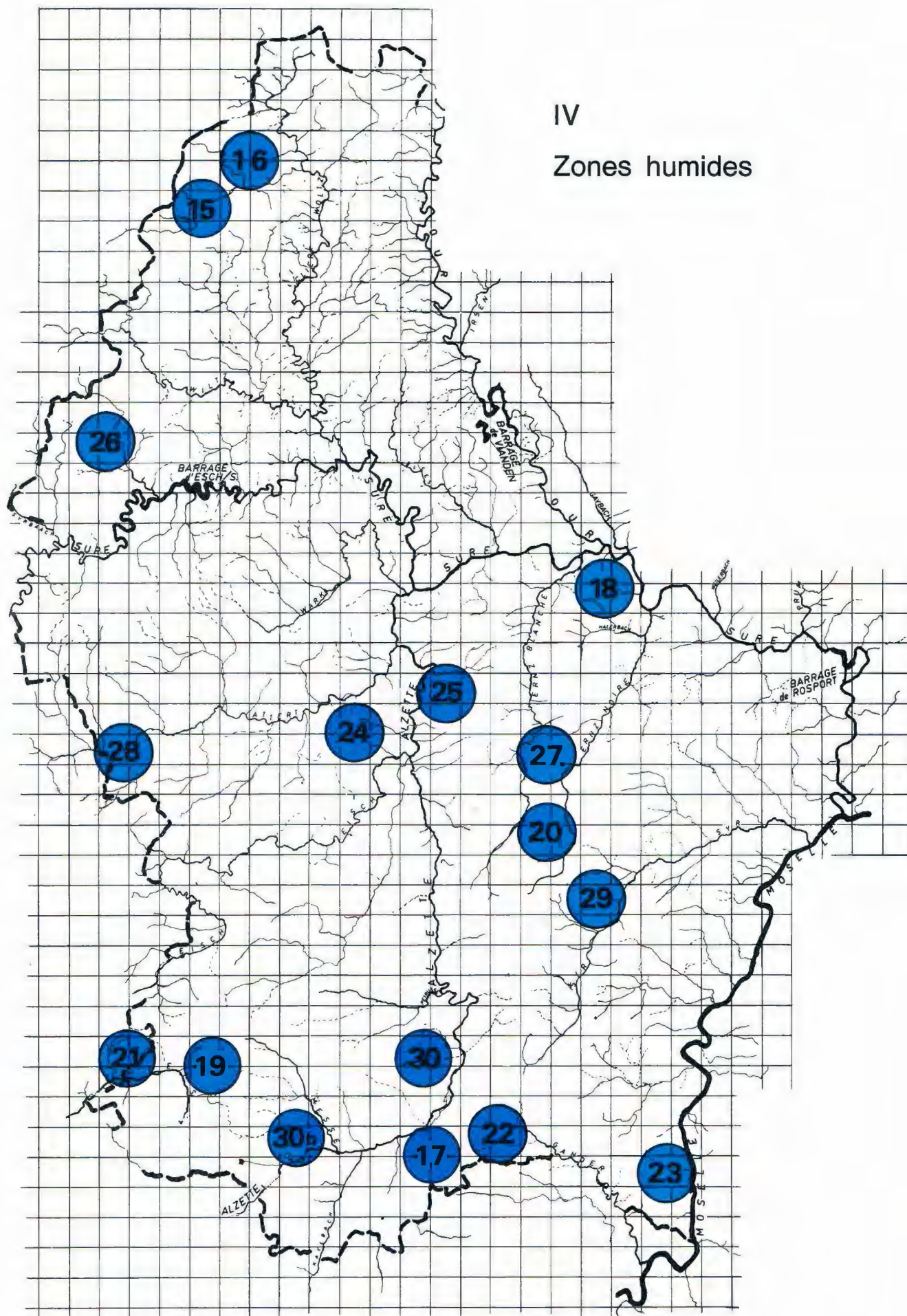
**1) Réserves forestières et
surfaces forestières d'un intérêt général.**

(Carte III)

1. domaine de Burden
2. Grunewald
3. domaine Freng-Penzebiorg
4. réserves naturelles de la Haute-Sûre
5. Saueriecht à Beaufort
6. Manternacher Fels, Michelslay, Schlambach
7. Schnellert
8. Strombiorg
9. les pentes boisées de la vallée de l'Alzette sur les territoires des communes de Hesperange et de Luxembourg
10. les forêts de Howald et de Holleschberg à Hesperange
11. la forêt environnante aux étangs de Kockelscheuer
12. la ceinture verte de la Ville de Luxembourg
13. tous les bois et forêts du Bassin Minier
14. la végétation ligneuse dans le paysage de Meysembourg.

IV

Zones humides



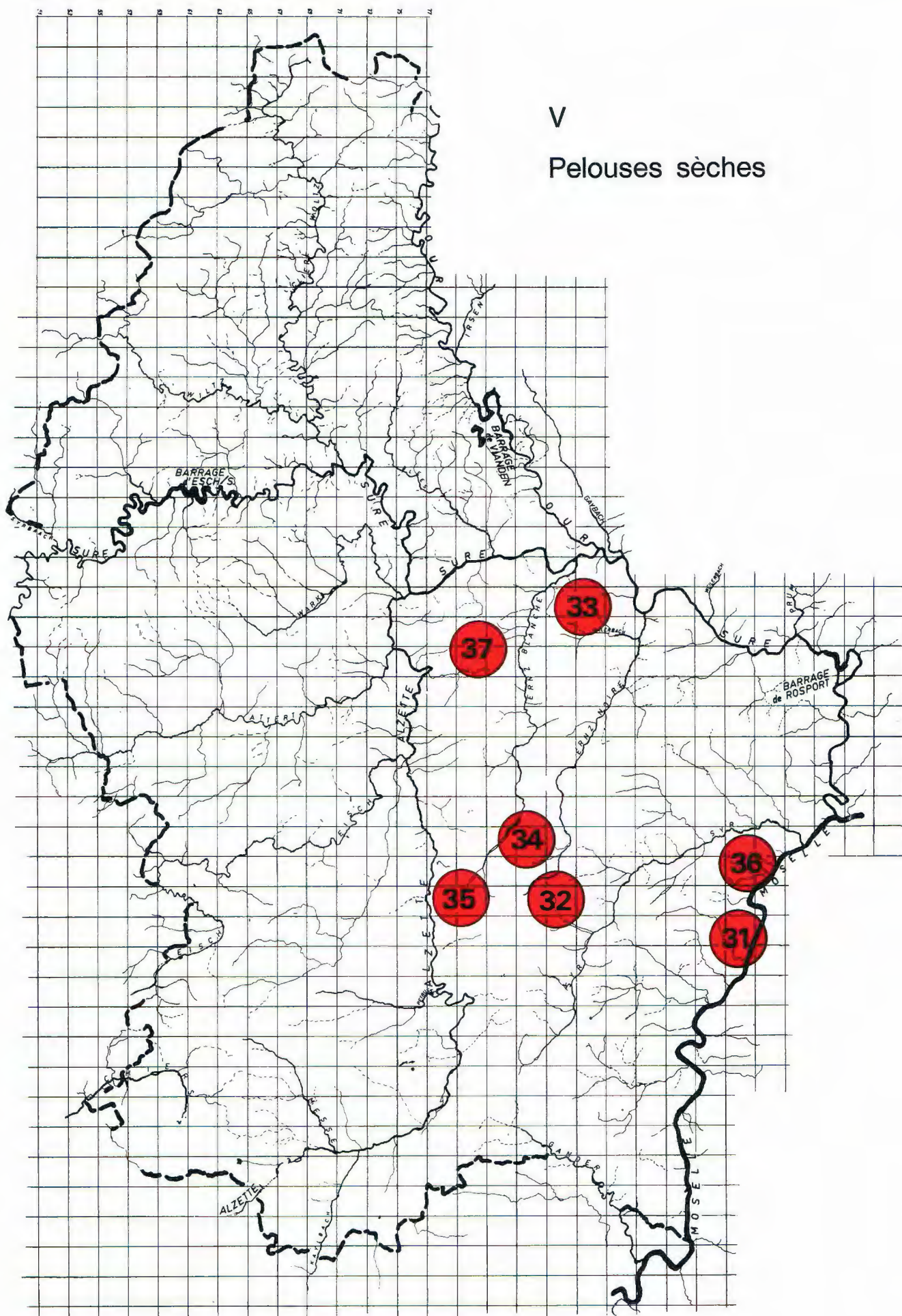
2) Zones humides

(Carte IV)

- 15. Troine-Hoffelt
- 16. Troisvierges
- 17. Bettembourg
- 18. Elteschmuer-Beaufort
- 19. Bofferdengermuer
- 20. Gonderange
- 21. Vallée de la Chiers
- 22. Hellange
- 23. Wintrange
- 24. Finsterthal
- 25. Bras mort de l'Alzette à Cruchten
- 26. Tarchamps
- 27. Koedange
- 28. Colpach-Bas
- 29. Oberanven et Uebersyren
- 30. Kockelscheuer
- 30b. Schiffflange (Brill), Mondercange (Kazebach).

V

Pelouses sèches



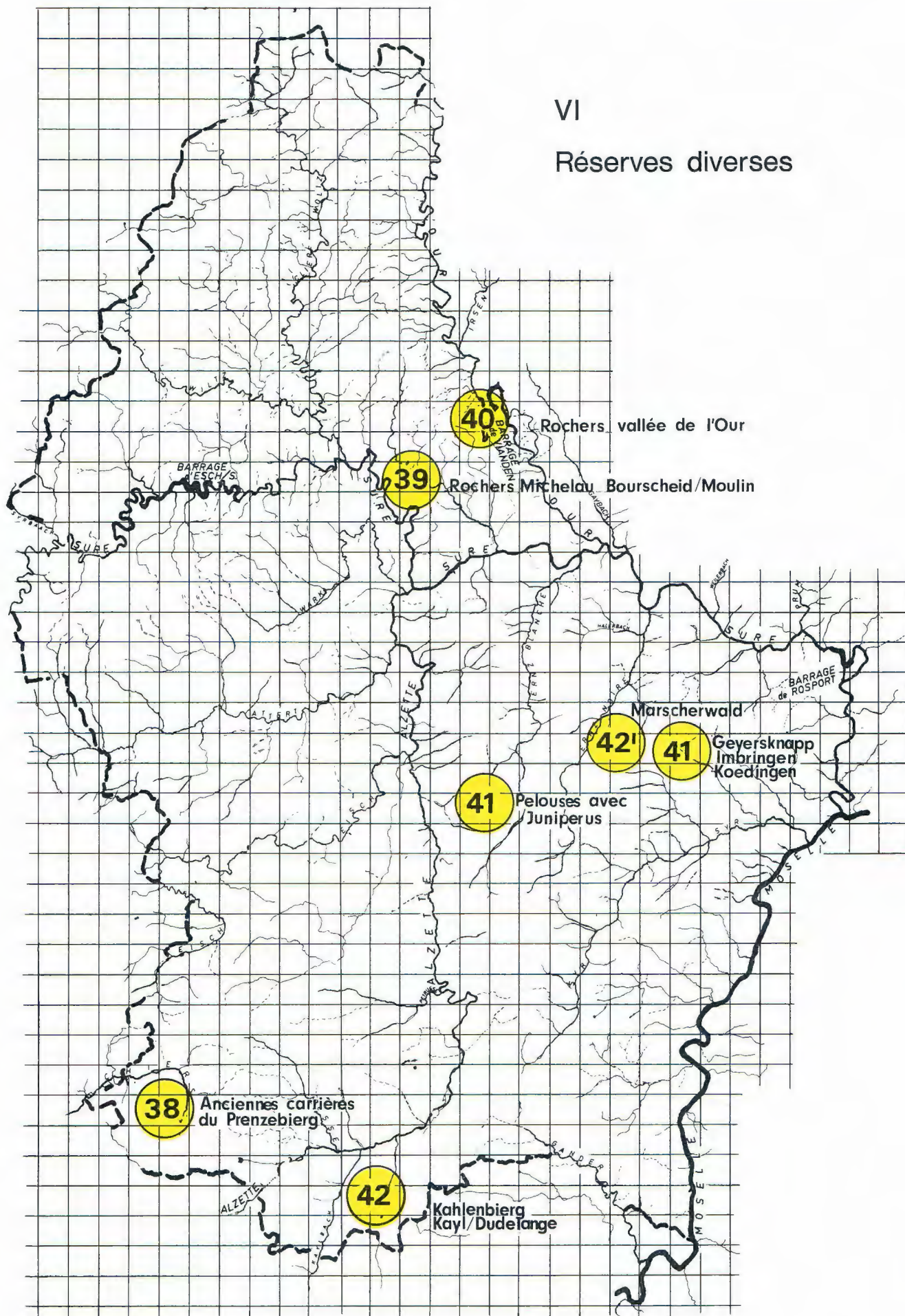
3) Pelouses sèches

(Carte V)

- 31. Pellemberg, Ahn
- 32. Arnescht, Niederanven
- 33. Eppeldorf
- 34. Ernster
- 35. Sonneberg, Walferdange
- 36. Kelsbach, Grevenmacher
- 37. Schronweiler

VI

Réserves diverses



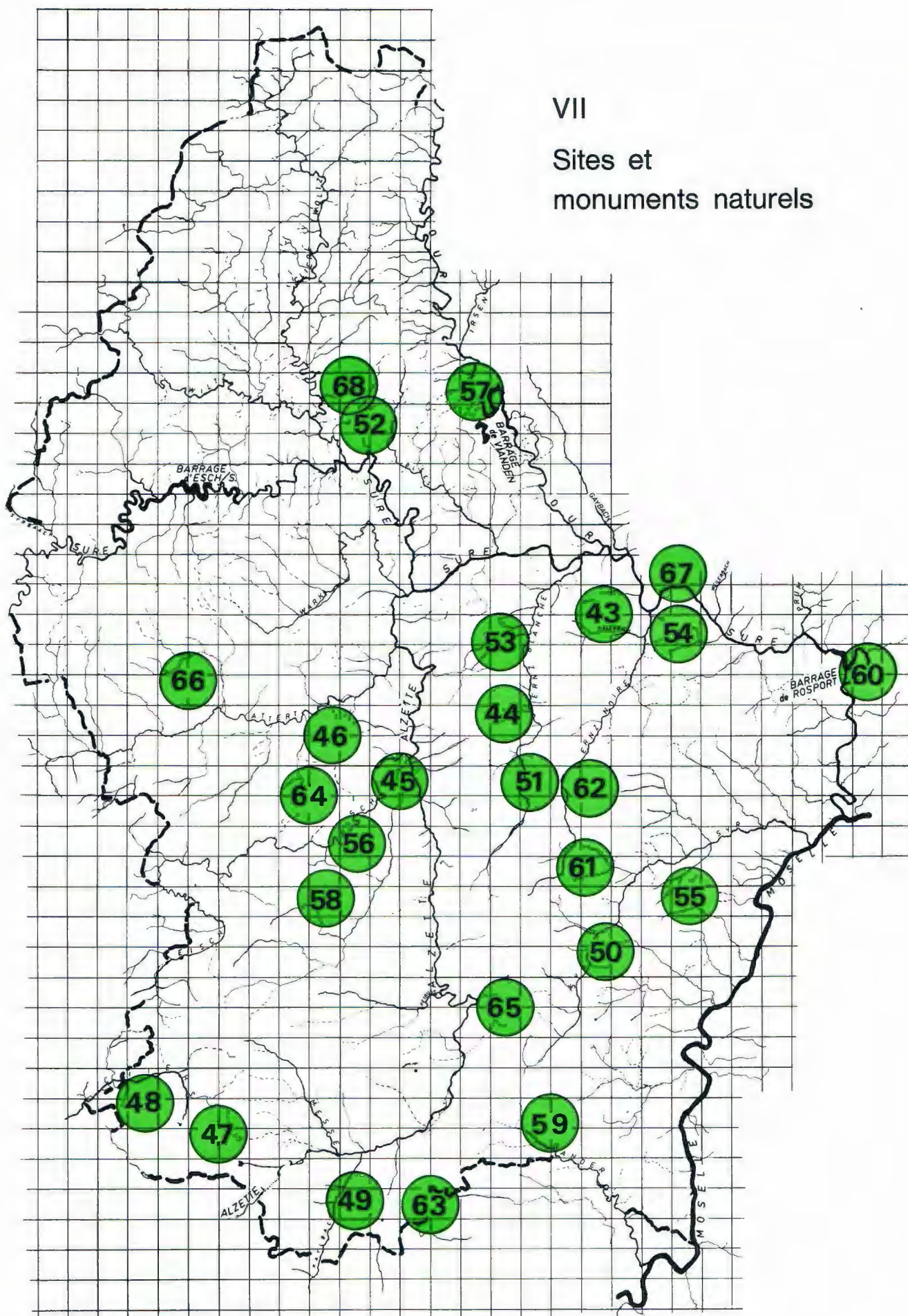
4) Réserves diverses

(Carte VI)

- 38. Anciennes carrières du Prenzeberg, Pétange
- 39. rochers Michelau, Bourscheid-moulin
- 40. rochers vallée de l'Our
- 41. pelouses avec *Juniperus c. Geyersknapp*
Imbringen
Koedange
- 42. Kahlenberg, Kayl-Dudelange
- 42.I Marscherwald, landes à callune

VII

Sites et monuments naturels



d) Sites et monuments naturels

(Carte VII)

43. la vallée du Hallerbach
44. les rochers de Nommerlayen
45. les rochers de Mamerlayen
46. les sites du Helperknapp
47. les sites du Zolverknapp
48. les sites du Titelberg
49. les sites du Mont St Jean
50. les sites du Kreckelsbiurg
51. le rocher dit «Haertgeslay» (Domaine de Bourglinster)
52. «Molberlay» (Hoscheid)
53. Eichelbour (Nommern) = Lock
54. Zig-Zag Schleff (commune de Berdorf)
55. Tumulus (Flaxweiler)
56. Hunnebour: sources, rochers sur la hauteur
57. vallée de l'Akeschterbâch (en face de Gemund) et de ses affluents: futaies, taillis, rochers . . .
58. Marienthal (Reiterfels)
59. Altwies-Filsdorf (carrière et escarpements de failles)
60. Hild, Rosport
61. (mardelles) Gonderange
Rodenbourg
62. butte dite «Groeknapp» près de Graulinster
63. Burange (étang)
64. Mandelbach (Hollenfels)
65. rochers de Pulvermühl/Clausen
66. Reichlange
67. Weilerbach (Echternach)
68. Lellingebach
— les parcs d'agrément en général.

IV. - Programme de protection et de développement.

a) Politique de protection et de conservation.

Le régime de protection pour pouvoir être efficace doit aller de l'interdiction presque totale de toute pénétration humaine (réserves intégrales) à l'utilisation réglementée du territoire pour les loisirs. Cette alternative s'impose du fait du double but que nous cherchons à atteindre, à savoir

- conserver le paysage, la faune et la flore sauvages, les sites naturels et historiques et
- permettre de jouir de ce patrimoine d'une manière qui le laisse intact pour le plaisir des générations futures.

Cependant, il faut reconnaître que dès qu'on utilise le milieu naturel pour les loisirs, il perd quelque peu de son charme. La seule présence de l'homme dans la nature porte atteinte à la flore et à la faune. A plus forte raison en sera-t-il ainsi dès l'instant où cette présence se manifeste par la création de terrains de camping et la construction d'équipements tels qu'hôtels, routes etc. Une priorité absolue devra être accordée aux dispositions permettant de protéger nos milieux naturels du bruit et de la pollution de l'air, des eaux et des sols, de conserver l'équilibre biologique fragile et de promouvoir l'expérience d'une communion avec une nature intacte. Il faut éviter que des parties de terrains boisés soient sacrifiées pour y construire des routes. Il y a lieu de renoncer à la réalisation d'équipements industriels et commerciaux comportant la conversion de nombreux hectares de bois et de pâturages en surfaces goudronnées sur lesquelles se dresseront alors des hangars peu susceptibles d'embellir un site parfois exceptionnel. L'hygiène elle-même commande que les agglomérations soient cernées de ceintures boisées faisant écran contre l'infiltration du bruit et de la poussière et aidant à l'absorption des gaz nocifs.

Le patrimoine forestier, tant en raison de son importance hygiénique et sanitaire que de sa valeur esthétique, devrait être considéré comme inaliénable et inaltérable. Aucune implantation immobilière ne devrait être autorisée en forêt, les terrains agricoles de qualité marginale, destinés à être éliminés de la culture au cours de la réalisation des plans de réforme agricole, devenant disponibles en abondance pour servir à l'implantation d'entreprises ou de zones industrielles et de quartiers résidentiels.

Si, à titre exceptionnel, une parcelle de forêt devait être sacrifiée pour une raison impérieuse d'urbanisme ou de construction routière, des mesures d'afforestation de la surface déboisée devraient être prises aussitôt.

Une attention particulière devrait être accordée à la forêt dans les régions industrielles du Sud où la surface forestière est de faible étendue et où la densité de la population et le degré de pollution de l'air rendent son maintien, voire son existence indispensable.

A titre d'information sur la situation générale au Grand-Duché concernant les surfaces boisées voir annexe B.

La politique à pratiquer à l'égard de la circulation motorisée dans les lieux privilégiés de la nature doit être une politique de dissuasion. Il ne faut pas faciliter à l'automobile la pénétration dans les sanctuaires de la nature, mais il faut lui assurer des possibilités de stationnement aux abords de ceux-ci. En lui facilitant la pénétration, on ne manquerait pas de provoquer la multiplication des pollutions et du bruit. Par conséquent, une réglementation plus restrictive de la circulation motorisée sur les chemins

forestiers et ruraux serait à recommander. D'autre part, il faut encourager le développement harmonieux des villages et mettre fin à la désintégration du paysage par la construction désordonnée de maisons le long des routes et en dehors des agglomérations.

La politique de protection cependant ne se définit pas uniquement par des mesures défensives, mais elle doit être active et constructive. Il importe de préciser les exigences qu'elle devra tendre à satisfaire, exigences d'ordre écologique, esthétique, économique et social. Cette protection mise sous le signe de la valorisation des ressources naturelles, dans l'esprit toutefois du respect du paysage et de tout élément esthétique du territoire en cause, doit réaliser un état aussi complexe que possible où les exigences d'un tourisme de qualité se trouveront satisfaites sans causer de dégradations au milieu naturel. La conservation de la nature et l'organisation saine et rationnelle des loisirs sont facilement conciliables, à condition d'imposer un minimum de discipline à la pratique de certaines activités de loisir.

b) Politique de développement.

Cette politique tend à faire bénéficier à divers titres (récréatif, éducatif, culturel) des heureux résultats obtenus par la conservation et la protection de la nature. D'autre part, elle entend mettre cette conservation à profit pour s'adonner à des études scientifiques impossibles ailleurs.

Le parc naturel a un rôle considérable à jouer en offrant un lieu privilégié à la satisfaction du besoin physiologique de plein-air. Aussi est-il fondamental d'assurer un aménagement harmonieux des équipements de loisirs, après de mûres enquêtes prenant en considération tous les besoins, rentables ou non. Ces besoins sont divers selon les tempéraments, les âges, les niveaux culturels, les temps de liberté.

Il y a d'abord les besoins des habitants du lieu. Il faut leur offrir, surtout aux plus jeunes, des raisons de rester sur place et de faire vivre l'économie locale. Ainsi les équipements prévus pour eux ne devraient pas être construits en plus des équipements pour les visiteurs, mais en relation avec eux et de manière à en assurer le plein emploi: p. ex. telle école rurale devrait pouvoir abriter une colonie de vacances.

Un autre besoin est celui des étrangers désireux de se fixer durant les vacances dans le parc. Lié au goût pour la restauration de maisons anciennes, le phénomène des «résidences secondaires» est à développer, car il contribue à la renaissance de secteurs ruraux en déclin, mais à condition de favoriser les réalisations de qualité, notamment sur le plan du respect de l'habitat traditionnel.

L'attrait du parc et des réalisations de loisirs (promenades et sentiers balisés permettant de pénétrer le mystère de la nature, fitness-parcours, emplacements de pique-nique et de repos, sentiers d'étude et de découverte . . .) s'exercera sur toutes les clientèles, des plus fortunées aux plus modestes. C'est donc tout un réseau diversifié d'équipements d'accueil qu'il faudra développer, de l'hôtel de grand standing au terrain de camping, en passant par le village de vacances, le gîte rural ou toute autre facilité d'hébergement saisonnier. On s'attachera en particulier à favoriser non seulement le tourisme fixe, mais aussi le tourisme itinérant: auberges de jeunesse, terrains de camping, caravanning, randonnées pédestres ou équestres, descentes de rivières. Le parc s'équipera en conséquence.

Quant aux besoins culturels, le parc est apte à donner le goût d'activités culturelles neuves: il profite d'une grande disponibilité d'esprit des visiteurs, d'un cadre naturel qui épanouit le cœur et l'intelligence. Aussi serait-il bon de développer l'implantation de musées (de plein-air ou non: ex. à Schoenfels et à Hollenfels), de bibliothèques, de théâtres de verdure, de parcs à gibier, de fermes ou d'exploitations forestières modèles, d'ateliers offrant aux visiteurs la possibilité de réaliser des activités manuelles.

Cette vie culturelle devrait être l'occasion d'échanges nombreux avec la population d'accueil et d'une relance des arts populaires et de l'artisanat local. Dans le cadre des échanges culturels, des besoins scolaires pourront être satisfaits: les jeunes visiteurs, conduits par leur maître ou par des moniteurs, pourront venir prendre dans la nature

une leçon de choses plus riche que celles que donnent les manuels.

Au besoin culturel s'associera un besoin de détente qu'il ne faut pas négliger. Mais on veillera à ce qu'il contribue au développement de la vie rurale et à ce qu'il ne s'abrite pas dans des ensembles d'une esthétique douteuse. Parcs de détente, parcs d'attractions, parcs de sports, bases de plein air et de loisirs à proximité des lieux d'hébergement, apporteront à certains l'activité sportive, les jeux, les distractions qu'ils souhaitent sans entamer la paix de ceux qui veulent s'ouvrir à la nature. Autant de besoins auxquels peuvent répondre les parcs. Cependant, afin de pouvoir réaliser ces diverses mesures, il faudra mettre en oeuvre des moyens de divers ordres. Quels sont ces moyens?

V. - Moyens nécessaires à la réalisation du présent plan sectoriel.

a) L'assise juridique.

Notre législation en matière de protection de la nature est encore embryonnaire. Or, si nous voulons protéger efficacement le milieu naturel, il sera indispensable de créer des textes donnant une forme juridique aux diverses zones concernées et de prévoir des réglementations spéciales pour chaque zone à protéger. En attendant, l'autorisation de bâtir pourra jouer le rôle d'instrument de contrôle. Quant aux lois et règlements à intervenir, ils permettront de définir et de déterminer dans chaque cas la destination précise de la zone protégée.

Ainsi, la réserve intégrale qui a un intérêt surtout scientifique, sera soumise à des règles strictes. Seuls certains savants et chercheurs pourront y être admis par autorisation spéciale. Quant au parc naturel, les diverses actions de l'homme y seront soumises à un régime spécial adapté à chaque cas. Les activités agricoles et forestières n'y pourront être interdites; elles se devront cependant de respecter l'équilibre qui s'est établi entre elles et leur support actuel. En pratique, la réglementation des parcs comportera essentiellement la limitation de la chasse, le contrôle des travaux susceptibles d'altérer le milieu naturel et la discipline du tourisme; il sera défendu de déposer des débris en dehors des emplacements spécialement prévus à cet effet, de troubler le calme et la tranquillité des lieux, de détériorer ou de salir les biens ou immeubles; l'emploi du feu sera strictement réglementé, l'accès et la circulation des personnes devront être contrôlés. En effet, si le parc sera largement ouvert au public, il devra s'y exercer un tourisme respectueux de la nature.

Quant aux milieux naturels, ils devront répondre à la fois à des buts scientifiques, éducatifs, touristiques et socio-économiques.

Pour les monuments et sites naturels, on pourra prévoir une protection à effet variable allant de la servitude non aedificandi aux prescriptions architecturales . . .

Ce sera à l'Etat que reviendra la principale responsabilité dans la création et la classification des zones dignes de protection, le Conseil supérieur de la conservation de la nature étant conçu comme organe ayant pour rôle essentiel de coordonner et de promouvoir une politique active de sauvegarde. Mais il ne s'agit pas seulement de créer des zones protégées, de décider de leur existence, il faut

encore faire avancer la cause de la protection de la nature dans l'opinion publique et la sensibiliser aux bienfaits que doivent apporter les parcs et les réserves naturelles.

b) Les moyens administratifs.

Il s'agit essentiellement ici de la gestion des parcs naturels ainsi que d'un personnel qualifié chargé de cette gestion. En effet, il faudra prévoir une gestion appropriée permettant d'assurer l'intégrité fondamentale des zones concernées, d'éviter les abus d'exploitation des ressources naturelles et d'utiliser au mieux les virtualités des régions naturelles. A cet effet, il faudra créer un service des parcs naturels dans le cadre de l'administration des Eaux et Forêts. Ce service pourrait gérer avantagement, suivant un plan directeur établi, les diverses zones protégées par la loi. Des gardes forestiers et des ouvriers dirigés par un ingénieur des Eaux et Forêts seront nécessaires pour la surveillance du terrain et l'exécution des travaux.

D'autre part, des groupes de travail, composés de représentants des collectivités locales, des syndicats et des associations privées seront constitués pour concourir à l'animation et au développement des activités créatrices. Par la suite, on opérera la synthèse de l'aménagement, de la gestion et de l'animation conformément aux principes posés par la charte du parc.

c) Les moyens financiers.

La réalisation de la politique de protection et de développement préconisée par le présent plan sectoriel, nécessitera la mobilisation de crédits importants. En effet, il s'agira non seulement de protéger, d'équiper, d'organiser et d'animer, mais également de faire les acquisitions nécessaires pour muer en parcs ou en réserves des zones encore relativement peu envahies par les occupations et les exploitations humaines.

Un plan de financement pourra prévoir qu'une partie des charges sera supportée par le budget de l'administration des Eaux et Forêts et ce pour les actions exécutées par l'Etat, ex.: plantations, installations et amélioration de sentiers, achat de terrains . . . etc. Il faudra prévoir que l'autre partie sera supportée par les collectivités concernées subventionnées toutefois par l'Etat (Ministère du tourisme p. ex.).

VI. - Conclusions.

Si donc nous voulons en arriver à une réalisation efficace du présent plan, il faut:

- 1) que le projet de loi concernant l'environnement naturel en voie d'élaboration suive le chemin législatif afin de devenir la base légale en la matière;
- 2) qu'un programme concret concernant l'organisation, la direction et la gestion des parcs naturels soit élaboré;
- 3) qu'au sein de l'administration des Eaux et Forêts soit créé un service technique des parcs et réserves naturels dont la mission serait de gérer et de surveiller les zones protégées par la loi;
- 4) qu'il faudrait prévoir au budget 1974 les moyens financiers nécessaires qui seraient à placer éventuellement dans le cadre d'un plan d'investissement quinquennal. Ces moyens budgétaires serviraient d'une part à l'acquisition de terrains à protéger (ex.: pour certains terrains près d'Esch-sur-Sûre) et d'autre part à la réalisation d'équipements nécessaires au développement des zones de détente et de loisirs;
- 5) que la sélection et la mise en réserve des divers milieux naturels soient considérées comme faisant partie intégrante des plans régionaux et nationaux d'utilisation des terres.

A une époque où l'inquiétude populaire au sujet de la détérioration de la qualité de l'environnement devient chaque jour mieux orchestrée et plus bruyante, les parcs et réserves naturels constitueront un instrument de plus en plus important et utile pour donner à la population le sens de la nature. Le développement actuel des technologies industrielles et agricoles, les besoins accrus de l'urbanisation, l'organisation économique du territoire national et la multiplication des loisirs posent, chaque jour, de nouveaux problèmes; l'espace disponible de l'environnement naturel est souvent mis à contribution sous des pressions croissantes et parfois contradictoires. Un peuple soucieux de son avenir, devra donc veiller à maintenir la qualité et la diversité de l'environnement naturel. C'est pourquoi il est apparu nécessaire d'avancer quelques idées de base, s'inscrivant évidemment dans un plan d'aménagement général du territoire, en vue de promouvoir une politique de protection et de développement du milieu naturel. Cette politique requerra cependant pour sa mise en oeuvre une ferme volonté politique de la part des dirigeants, une attitude favorable de l'opinion publique qui appuiera les efforts des autorités gouvernementales et communales, la mobilisation de moyens financiers indispensables pour réaliser les programmes de développement, ainsi que l'intervention d'une administration disposant de l'efficacité et de la compétence nécessaires pour traduire cette volonté en actes. Quand toutes ces conditions seront réunies, nous pourrons envisager notre avenir avec confiance !

ANNEXES

Relevé des programmes sectoriels nationaux

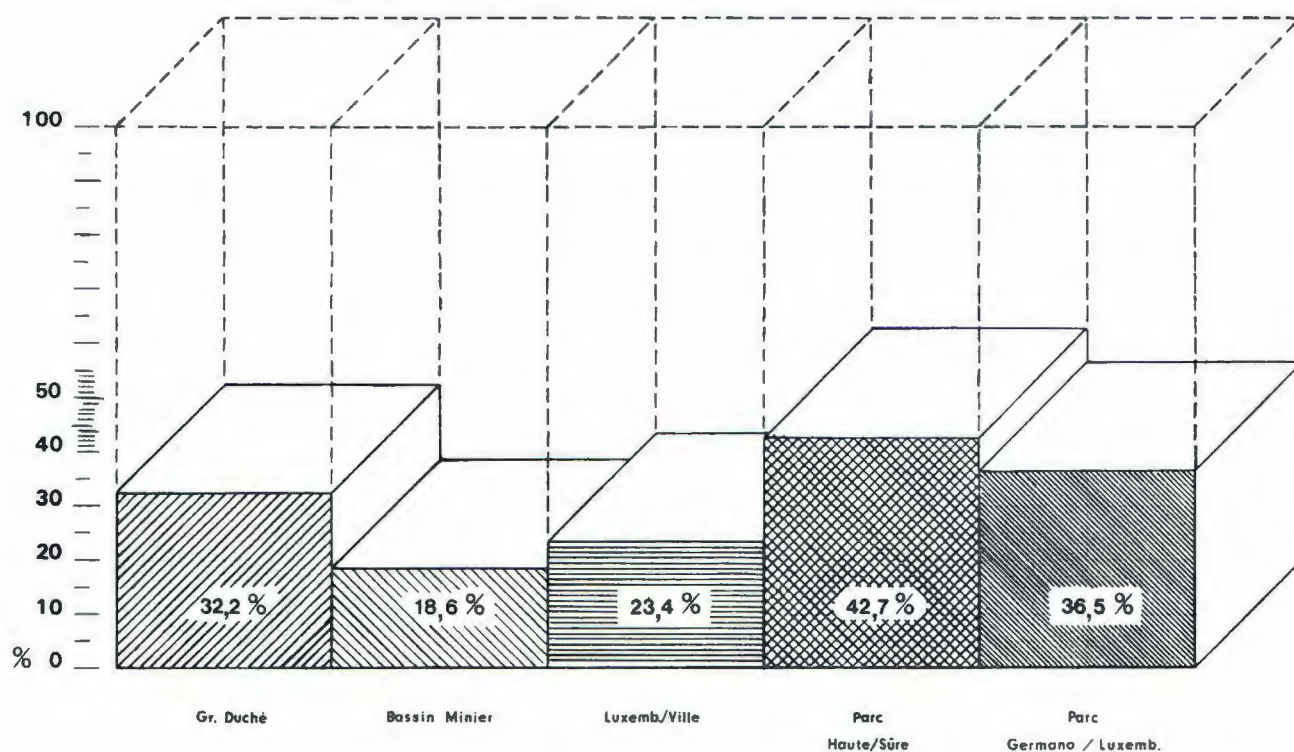
ANNEXE A

No	Programmes sectoriels nationaux Dénomination	Ministères pilotes	Ministères compétents
1	L'évolution générale de la société industrielle et post-industrielle	Etat	
2	Le territoire national dans le cadre européen	Affaires Etrangères	Etat Economie
3	Le territoire national et son milieu naturel	Finances	Intérieur Agriculture
4	Le territoire national et ses subdivisions administratives	Intérieur	Finances-Cadastre Agriculture
5	Le territoire national et sa population (prospective)	Economie (Statec)	Travail Famille
6	Prospective économique et financière	Economie (Statec)	Travail Finances Agriculture
7	Le sous-sol	Economie	Intérieur Finances-Cadastre
8	L'industrie / l'artisanat	Economie	Classes Moyennes
9	L'agriculture (viticulture comprise)	Agriculture	Economie Intérieur
10	Le tourisme	Tourisme	Economie Intérieur
11	L'administration	Etat	Intérieur Fonction Publique Justice
12	L'équipement sanitaire et social	Santé Publique	Famille Intérieur
13	L'enseignement, la formation et la culture	Education	Affaires Culturelles Intérieur Economie Travail Sports
14	Le sport et les loisirs	Sports	Famille Jeunesse Intérieur Education
15	Autres services: Commerce, Banques, Assurances, Bourse, divers	Classes moyennes	Tourisme Classes Moyennes
16	Le logement	Famille	Economie Intérieur Finances
17	Urbanisme	Intérieur	Famille Economie Finances
18	Le chemin de fer	Transports	Economie

No	Programmes sectoriels nationaux Dénomination	Ministères pilotes	Ministères compétents
19	La route	Travaux Publics	Transports Intérieur Economie
20	La voie navigable	Transports	Travaux Publics Santé Economie
21	L'aérodrome	Transports	Santé Travaux Publics Intérieur
22	Postes et télécommunications	Finances	Economie
23	L'alimentation en eau	Intérieur	Travaux Publics Santé Economie
24	L'électricité	Energie	Intérieur Economie
25	Le gaz	Energie	Intérieur Economie
26	Les combustibles liquides et solides	Energie	Santé Economie
27	Autres (central nucléaire)	Energie	Santé Economie
28	La protection de la nature	Intérieur	Tourisme Economie Agriculture
29	La protection des sites et monuments	Affaires Culturelles	Agriculture Economie Tourisme Intérieur
30	La destruction des déchets	Intérieur	Santé Economie
31	L'assainissement des eaux	Travaux Publics	Intérieur Santé Economie
32	L'assainissement de l'atmosphère	Intérieur	Santé Economie
33	La lutte contre le bruit	Intérieur	Santé Economie Travaux Publics Transports
34	La protection civile	Intérieur	Force Publique Affaires Etrangères
35	La protection nationale	Etat	Affaires Etrangères Intérieur Force Publique

Taux de boisement

ANNEXE B



	Grand-Duché	Bassin Minier	Ville de Luxembourg	Parc de la Haute-Sûre	Parc Germ.-Luxbg.
Surface totale	258 636 ha	24 276 ha	5 146 ha	19 521 ha	35 747 ha
Population	338 500 p.	110 393 p.	76 143 p.	4 997 p.	36 149 p.
Surface/personne	0,76 ha	0,22 ha	0,0675 ha	3,9 ha	0,98 ha
Densité/km ²	130,89	454,74	1 479,65	25,59	101,124
Surface boisée totale	83 211,87 ha	4 519,93 ha	1 204,24 ha	8 343,51 ha	13 047,50 ha
Surface boisée / personne	0,250 ha	0,041 ha	0,016 ha	1,670 ha	0,360 ha
Taux de boisement	32,2 %	18,6 %	23,4 %	42,7 %	36,5 %

Exercice 1964.

Superficie boisée par catégories de propriétaires

C a n t o n s	Superficie totale ha	Forêt soumise			Total ha a	Forêt privée ha a	Surface boisée totale ha a	Taux de boise- ment ‰
		Domaines ha a	Communes ha a	Etabl. publics ha a				
Luxbg-Ville	5.146	67,89	741,12	3,62	812,63	391,61	1.204,24	23
Capellen	19.921	345,96	3.196,92	13,85	3.556,73	2.180,40	5.737,13	28
Esch-Alzette	24.276	34,14	2.330,11	8,59	2.372,84	2.147,09	4.519,93	18
Luxembourg	18.700	1.416,56	2.895,26	149,70	4.461,52	2.430,80	6.892,32	37
Mersch	22.390	526,96	4.129,43	61,72	4.718,11	4.602,01	9.320,12	42
Clervaux	30.234	116,86	471,65	94,28	682,79	8.288,15	8 970,94	29
Diekirch	23.937	220,13	2.537,66	87,04	2.844,83	5.437,30	8.282,13	34
Rédange	26.714	153,82	2.129,65	53,85	2.337,32	5.749,90	8.087,22	30
Wiltz	29.432	658,14	699,59	166,36	1.524,09	11.798,95	13.323,04	45
Vianden	5.408	8,74	385,73	15,72	410,19	1.526,02	1.936,21	36
Echternach	18.554	446,14	3.972,88	84,24	4.503,26	1.994,91	6.498,17	35
Grevenmacher	21.137	297,32	4.058,90	—	4.356,22	1.290,56	5.646,78	26
Remich	12.787	—	2.058,37	3,94	2.062,31	731,33	2.793,64	21
Total:	258.636	4.292,66	29.607,27	742,91	34.642,84	48.569,03	83.211,87	32

Si le taux de boisement (32 %) peut être considéré comme suffisant pour la totalité du pays, il y a lieu de relever que ce taux varie considérablement selon les régions (voir répartition par canton ci-après):

Taux de boisement en %	Nombre de cantons	
—24	2	<div> <div>{</div> <div>Esch-Alzette (18 %)</div> <div>Remich (21 %)</div> </div>
25—39	8	
40—	2	<div> <div>{</div> <div>Mersch (42 %)</div> <div>Wiltz (45 %)</div> </div>

C'est le sud du pays qui accuse les taux de boisement les plus bas, et pour cause !

Dans le bassin minier, le développement explosif de l'industrialisation pendant la période d'après-guerre a provoqué une concentration massive de la population ainsi qu'une régression de la forêt, à tel point qu'à l'heure actuelle, le taux de boisement du canton d'Esch, qui héberge le tiers de la population luxembourgeoise, sur un dixième de la surface totale du Grand-Duché, se situe aux environs de 18 %.

Un exemple significatif nous est fourni par la commune de Sanem (canton d'Esch) où la surface boisée a progressivement diminué en raison d'implantations industrielles et immobilières. Ainsi, peu avant 1940, il y avait 267 ha de forêt;

en 1953: 191 ha;

en 1963: 123 ha;

en 1973 seulement 80 ha de forêt !

Or, l'expérience montre que les effets protecteurs, sanitaires et récréatifs de la forêt ne sont plus assurés, dès que le taux de boisement tombe au-dessous de 20 %.

La situation est donc bien précaire et le moment semble venu pour s'opposer à la suppression de toute autre surface boisée, aussi petite qu'elle soit. De plus, il y a lieu, dans l'intérêt de l'hygiène publique, de mettre à l'étude le reboisement des terrains délaissés, déblayés ou remblayés et des dépôts de rémanants sidérurgiques.

Le canton de Remich, moins peuplé et essentiellement à vocation agricole et viticole, n'est pas menacé au même point par les effets de pollution que le canton d'Esch. Néanmoins, la région mosellane subit régulièrement des pertes considérables à la suite des gelées tardives. Les effets de ces gelées tardives, qui sont dues en premier lieu à l'état déboisé de la région, pourraient être endigués par le repeuplement des crêtes et collines mosellanes et par l'implantation de rideaux protecteurs.

Sur le plan communal la situation se présente comme suit:

Taux de boisement en %	Nombre de communes	
— 9	3	<div> <div>{</div> <div>Sanem (5 %)</div> <div>Frisange (6 %)</div> <div>Burmerange (9 %)</div> </div>
10—19	18	
20—29	38	
30—39	31	
40—49	24	
50—59	10	
60—69	1	Steinsel (68 %)
70—	1	Larochette (74 %)

Il résulte de ce tableau qu'une vingtaine de communes ont déjà franchi le seuil critique dont question ci-dessus (taux de boisement — 20 %). En les passant en revue, on constate qu'elles peuvent être groupées par régions:

— Bassin Minier

Bertrange	19
Garnich	11
Bascharage	19
Sanem	5
Reckange-Mess	15
Mondercange	10
Schifflange	10
Esch-Alzette	18
Kayl	19
Bettembourg	18
Frisange	6

— Moselle

Mondorf	11
Burmerange	9
Lenningen	19
Biwer	19

— Nord-Ouest de l'Oesling

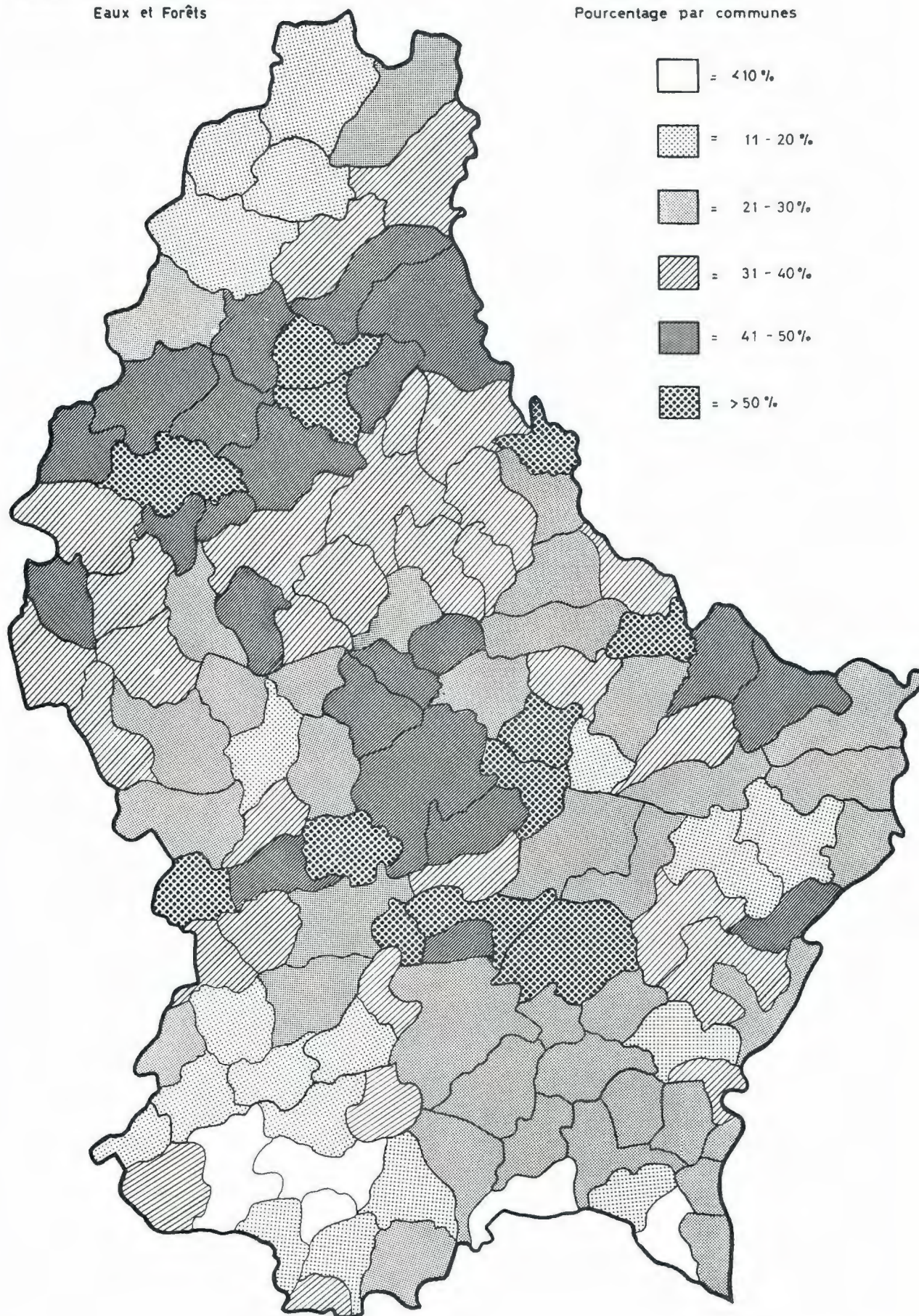
Boevange (Clervaux)	19
Asselborn	19
Hachiville	19
Troisvierges	18

— Diverses communes (isolées)

Heffingen	17
Useldange	11

Le nord-ouest de l'Oesling dispose de terres arables d'excellente qualité et il n'est que normal que la forêt y a dû céder à l'agriculture. La proximité de larges surfaces boisées (restant du canton de Clervaux et la totalité du canton de Wiltz) constitue un facteur compensateur suffisant, d'autant plus que toute cette région n'est que peu peuplée et qu'elle ne dispose pas d'industries importantes. Quant au Bassin Minier et la Moselle, il y a lieu de se reporter à ce qui a été dit plus haut. Toutefois, il faut ajouter que les communes citées du Bassin Minier forment une zone continue et que les communes voisines, moins peuplées il est vrai, ne disposent pas non plus d'un taux de boisement suffisant, (excepté les communes de Leudelange, Differdange et Rumelange).

La seule zone boisée quelque peu importante, située à proximité du Bassin Minier, fait déjà partie de la ceinture verte de la capitale.



Surface boisée par tête d'habitant

Parmi les communes dont le taux de boisement est plus petit que 20, figurent 5 des 10 plus grandes communes du Grand-Duché, à savoir:

Esch-Alzette	27.921 habitants
Sanem	8.953 habitants
Kayl	6.806 habitants
Bettembourg	6.527 habitants
Schifflange	6.510 habitants

Il ne suffit donc pas de tenir compte uniquement du taux de boisement, mais également de l'importance de la population cantonnée dans la région considérée. La surface boisée par tête d'habitant, calculée pour les communes dépassant 4000 habitants, ressort du tableau ci-après:

Villes	Superficie boisée totale ha	Taux de boisement %	Population N	Superficie boisée par tête d'habitant ha
Luxbg-Ville	1.204	23	77.055	0,02
Esch-Alzette	272	18	27.921	0,01
Differdange	734	33	18.518	0,04
Dudelange	496	23	14.849	0,03
Pétange	238	20	11.951	0,02
Sanem	123	5	8.953	0,01
Kayl	288	19	6.806	0,04
Bettembourg	401	18	6.527	0,06
Schifflange	78	10	6.510	0,01
Ettelbruck	361	23	5.762	0,06
Hesperange	661	24	5.109	0,13
Diekirch	402	32	4.899	0,08
Rumelange	253	37	4.436	0,06
Grand-Duché	83.212	32	334.790	0,25

La surface boisée par tête d'habitant s'élève au Grand-Duché à 25 ares, ce qui peut être considéré comme satisfaisante. Par contre dans les communes les plus peuplées, cette surface se situe presque régulièrement au-dessous de 5 ares. Elle devient, par conséquent, quantité négligeable et il va de soi que l'influence bénigne de la forêt ne peut plus agir.

Il est très regrettable que la forêt soit transférée des zones surpeuplées et sillonnées par les voies de circulation, pour être reléguée dans les régions reculées. Car c'est précisément dans les zones surpeuplées que la forêt doit exercer ses bienfaits sur la santé comme lieu de détente et de reconstitution et par son action sur le régime des eaux, l'épuration de l'air et contre les vents.

En conséquence de ce qui précède il y a lieu de retenir les points suivants:

- 1) le taux de boisement du pays est suffisant (32 %);
- 2) sur le plan régional, ce taux est insuffisant pour le Bassin Minier; les effets bénéfiques de la forêt n'y sont plus assurés;
- 3) 60 % de la population luxembourgeoise sont cantonnés dans une région (canton d'Esch et Ville de Luxembourg) qui ne dispose que de 5,4 % de la superficie boisée;
- 4) la situation défavorable des grandes agglomérations peut être compensée en partie par la proximité d'une grande forêt (p. ex. la ceinture verte de la ville de Luxembourg).